

Avis des représentants du personnel à la F3SCT de l'université Paris-Saclay, séance du 31 janvier 2024

Les représentants du personnel à la formation spécialisée s'alarment des indicateurs transmis pour le point 8 de l'ordre du jour : Présentation des indicateurs « institutionnels » en matière de « Santé, qualité de vie et conditions de travail ».

Nous pointons notamment le nombre d'arrêts maladie (CMO et CLM/CLD) dans les services centraux (principalement direction générale des services et Dibiso), le nombre d'alertes RPS et leur nature (conflits d'équipe/violences internes 26, ressenti de management pathogène 17, ressenti de harcèlement moral 14, relations professionnelles dégradées 7, dysfonctionnement organisationnel 5, conditions de travail dégradées 5), les constats récurrents de la médecine de prévention (demandes de RV pour mal-être au travail et croissance exponentielle des constats de présence de RPS).

Ces indicateurs ne font que confirmer le sentiment des organisations syndicales maintes fois exprimé quant à la dégradation des conditions de travail au sein de notre établissement et aux répercussions sur la santé des agents.

Bien conscients des limites de cette première étude sur la seule année 2022 et pas dans toutes les unités fonctionnelles, et en particulier du manque de données sur les variations dans le temps, les rapports de la médecine de prévention fournis régulièrement nous alertent cependant depuis plusieurs années.

Les représentants du personnel craignent en outre que certains arrêts de travail ne soient ni déclarés ni pris, et certaines situations masquées par le télétravail pour le personnel BIATSS et par le statut dérogatoire pour le personnel enseignant et enseignant-chercheur.

Les représentants du personnel ont maintes fois alerté sur ces sujets et font le constat de nombreuses difficultés de fonctionnement qui persistent : avis sur le fonctionnement de l'UFR des sciences, recours à un audit externe à l'IUT de Sceaux et à l'IUT de Cachan pour ne mentionner que les situations de grande ampleur.

Les représentants du personnel saluent le travail de la conseillère RPS, mais font en même temps le constat de l'ampleur de la tâche pour une seule personne au sein de l'établissement. Les représentants du personnel déplorent l'absence de mesures de prévention primaire ainsi qu'une prise en compte toujours insuffisante des risques RPS dans les DUERP. Nous regrettons également que les services (médecine du travail, conseillère RPS, service social, RH) avec l'aide de prestataires externes (psychologues et sophrologue) restent essentiellement mobilisés par la prévention tertiaire.

Face à cette situation très préoccupante d'exposition d'une grande partie du personnel aux risques psycho-sociaux et à une prise en compte insuffisante de ces risques au sein de l'établissement les représentants du personnel demandent le recours à un expert certifié (conformément à l'article 66 alinéa 1 du décret 2020-1427 du 20 novembre 2020) dont la mission sera de faire un état des lieux et des préconisations notamment en matière de prévention primaire.

Les représentants du personnel à la F3SCT de l'université Paris Saclay, SUD-CGT, SGEN-CFDT, FSU, UNSA-SNPTEs